

# SUITES DE LA PREMIERE PAGE

## ◆ Intérêt

rant la dernière semaine, explique M. Bailley, vp de la TD à Toronto. Les obligations du gouvernement du Canada offrent un coupon de 10,4% venant à échéance en 1995 échangées à \$ 105,1. Ce mouvement dans les obligations à long terme et dans les taux à court terme sont le reflet d'un temps incertain. Nous espérons que la chute est enrayée, mais tout est possible ».

Quant on lui demande si le dollar canadien aurait pu tomber en bas de 70 cents, M. Bailley répond que le dollar tomberait dans la zone de 70 cents dès hier, n'aurait été de l'intervention de la Banque du Canada. Nous sommes optimistes, mais tout est possible, dit-il. Les taux hypothécaires ont bougé la semaine dernière et il est possible que les taux hypothécaires à court terme soient haussés à nouveau cette semaine. Il faudra voir au cours des prochains jours le comportement du dollar.

En fin d'après-midi, à 17 heures 30, la Banque de Nouvelle-Écosse a annoncé à son tour un relèvement à 11% de son taux préférentiel, et par la suite la Presse canadienne annonçait que la Banque de Montréal, la Banque Nationale et la Banque Continentale avaient fait de même.

Aux États-Unis, l'adjudication hebdomadaire des bons du trésor émis pour trois mois s'est faite à 7,23%, par rapport à 7,05% la semaine précédente. Ceci demeure largement en bas du niveau prévalant à pareille date l'an dernier aux États-Unis, et bien sûr largement sous les 10,18% prévalant au Canada.

Le dollar américain a décliné fortement durant l'après-midi, mais s'est redressé en fin de journée. Il cotait à la fermeture du Marché mercantile à New York à 2,4683 Deutsch Marks. Le plancher a été touché à 2,42 DM au cours de la semaine dernière. Il est aussi remonté à 202,78 yen et à 7,566 Francs français. Il avait aussi touché 7,48 Francs la semaine dernière.

## ◆ Déficit

à \$ 210 millions. Le poste budgétaire le plus important est le service de l'enseignement. Il représente 63,3% des dépenses de fonctionnement. Il est passé de \$ 125,5 millions à \$ 135 millions, soit une augmentation de 7,7%. Deux facultés en particulier sont responsables de la plus grande portion des dépenses d'enseignement: la faculté des sciences et des arts (35,8%) et la faculté de médecine (24%). La première regroupe, il est vrai, une très forte proportion des étudiants. On y retrouve 30 départements. Au sein de cette faculté, c'est le département de psychologie qui coûte le plus cher (\$ 4,5 millions) suivi des sciences biologiques (\$ 3,2 millions).

Les dépenses de l'administration (\$ 15,6 millions) ont augmenté de 8,2%, et représentent 7,5% des dépenses de fonctionnement. C'est au secrétaire général que l'on observe la plus forte augmentation soit 18,2%, puis à la direction générale (le rectorat et les vice-rectorats)

avec une augmentation de 17,8%.

Au plan des revenus, les subventions statutaires du gouvernement québécois sont passées de \$ 161,9 millions à \$ 164,3 millions, soit une augmentation d'à peine 1%. En réalité, compte tenu des règles de financement, l'université a dû absorber une diminution réelle de \$ 4,8 millions.

Par contre, les revenus provenant des frais de scolarité ont augmenté de 11,4% passant de \$ 11,1 à \$ 12,4 millions. Au 31 décembre 1984, on comptait à l'Université de Montréal 25,116 étudiants (équivalents temps complet) soit une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente, compte tenu que 60% des programmes sont contingents.

En ce qui concerne les fonds de recherche, l'Université de Montréal s'est vu octroyer en 1984-1985, \$ 25,7 millions du gouvernement du Canada, \$ 11,2 millions du gouvernement du Québec et \$ 5,8 millions des organismes privés pour un total de \$ 43,2 millions. La subvention totale la plus importante est venue de l'Institut national du cancer, soit \$ 567,000.

## ◆ Burkina Faso

Toujours vêtu de son treillis vert et de son béret rouge, Sankara arrive fréquemment à l'improvvisation dans l'un ou l'autre des « bals populaires » qui ont remplacé les night-clubs de Ouagadougou. Il se défend bien d'être démagogique sur cette question de « l'émancipation des femmes burkinabè ».

Selon lui il y a deux façons de libérer les femmes. La première, dit-il, ne consiste qu'à nommer une ou deux femmes à des postes en vue. La deuxième, plus efficace, selon lui, vise à mettre toutes les femmes « au carrefour de la décision ».

« Évidemment ce n'est pas facile », convient le ministre de l'Environnement, Mme Béatrice Damiba. « Les hommes ne vont pas facilement abandonner un pouvoir qu'ils monopolisent depuis des siècles ».

En effet, même si les jeunes des milieux urbains ont pris l'habitude de s'appeler « camarade » et que des « amis coréens » ont gracieusement imprimé le carnet rose du programme de la révolution, le temps semble parfois s'être arrêté sur le Burkina Faso où 7,462 villages et aux rares kilomètres de routes goudronnées.

Autour de Ouagadougou, la capitale rouge de poussières, les villages mossis ont toujours des allures de baroque avec leur palissade de bois entourant les cases aux toits coniques. Derrière les murs de terre et de paille séchée ne brûlent toujours que la flamme des lampes à beurre de karité, leurs mèches fragilement plantées dans de petites boîtes de conserve.

L'excision a beau avoir été officiellement abolie sur toute l'étendue du territoire, des femmes burkinabè la subissent toujours, conviennent à regret des militantes. D'autres femmes sont données, mariées de force, laissées sans éducation. Les filles ne comptent que pour 5% des 16% d'enfants scolarisés du pays et les femmes travaillent toujours sans relâche près de 18 heures par jour.

« Les femmes sont là pour faire des enfants, travailler comme des bêtes de somme, sans plus », dénonce passionnément Mme Damiba.

« On les donne encore dans certaines régions même si c'est interdit, renchérit-elle en serrant les dents. On les donne comme on donne un poulet ».

Mais le régime burkinabè est en train de créer les conditions propices à l'amélioration de leurs conditions de vie, soutient Mme Damiba. « Notre expérience n'a encore que deux ans, explique-t-elle dans une entrevue accordée au DEVOIR. C'est un travail à long terme, une question de mentalité pour la société toute entière. Même pour les femmes ce n'est pas toujours évident que la discrimination est une mauvaise chose ».

Réunies en mars dernier à Ouagadougou, dans le cadre d'une première semaine nationale de la femme, près de 3,000 femmes burkinabè, venues de tous les coins du pays ont recensé les maux qui affligent les femmes du pays et rédigé un rapport proposant des stratégies d'action. Le gouvernement Sankara étudie actuellement ces recommandations.

Déjà le régime a décrété la gratuité des logements en 1985 et les règlements de logement à compter de 1986. Les frais de scolarité ont été réduits, des maisons ont été réquisitionnées et transformées en garderies populaires, des puits « monopolisés par les potentats locaux ont été restitués au peuple », une réforme agraire a été amorcée, des postes de santé primaire ont été installés dans les villages, une campagne de plantation d'arbre a été lancée.

Mais les femmes veulent plus. Beau coup plus. **DEMAIN: À 98% analphabètes, les femmes burkinabè montent à l'assaut du féodalisme**

## ◆ Afrique du Sud

La composition du comité n'impressionne pas le consul sud-africain à Montréal: « Je ne connais pas la représentante de la Barbade. Mais je présume qu'elle est noire; quant au représentant indien, cela m'étonnerait qu'il soit un grand ami de l'Afrique du Sud ».

« Les Européens le font, les Américains le font, tout le monde veut mettre son grain de sel dans notre pays », déplore M. Baker en assurant que « tout le monde veut la même chose (l'abolition de l'apartheid) mais diffère d'avis sur le quand et le comment ».

Le consul sud-africain place l'intervention étrangère dans le contexte d'une opinion publique façonnée par une presse à son avis très peu objective, qui parle invariablement du « gouvernement de la minorité blanche » en taisant que des Indiens et des métis y sont représentés, et qui oasse sous silence les nombreuses réformes de Pretoria pour abolir l'apartheid. Pour illustrer son argument, il sort un document sur « les changements en Afrique du Sud » dans lequel il est souligné les efforts en matière de santé, d'éducation et d'habitation du gouvernement. Il est rappelé notamment que les Noirs ont en principe accès à la propriété depuis 1982, que le nombre d'étudiants noirs a crû de 105,000 à 500,000 entre 1970 et 1980 et que l'Afrique du Sud forme plus de médecins que n'importe quel autre pays du continent.

Demain: les Sud-Africains pourraient venir plus nombreux au Canada, avec les nouveaux règlements sur l'immigration.

## ◆ Haïti

peu d'effet dans la capitale, Port-au-Prince, où tous les commerces étaient ouverts et la plupart des transports en commun fonctionnaient normalement.

On notait néanmoins une baisse sensible de la circulation des autobus (les tap-tap) dans certains quartiers populaires, à Carrefour en particulier. La radio de la Conférence épiscopale, radio-Soleil a d'ailleurs confirmé, dans une entrevue téléphonique à l'agence Prensa Latina, que « on ne peut pas dire qu'il y a une grève générale mais certaines choses sont paralysées comme les transports publics ».

Aux Gonaïves (quatrième ville du pays, à 50 kilomètres au nord-ouest de Port-au-Prince), les commerçants ont beaucoup tardé à lever leurs rideaux. Les magasins n'ont été ouverts qu'à 10h30 locales.

L'appel à la grève générale — qui en lui seul constitue un fait exceptionnel — avait été lancé samedi par une distribution de tracts anonymes répartis dans la capitale comme dans les grandes villes de province. Cette incitation à l'arrêt du travail intervient à un moment où Haïti traverse une crise aiguë: écoles et universités fermées sur ordre du gouvernement à la suite d'une grève générale des cours des élèves et des étudiants, manifestations et défilés dans diverses agglomérations du pays. Aux Gonaïves, une personne avait été tuée et trois autres blessées par les forces de l'ordre, le 6 janvier dernier. Dans cette même ville, quatre personnes, dont trois étudiants, avaient également été tuées le 28 novembre.

La tension reste par ailleurs très vive sur l'ensemble du territoire haïtien, constatent tous les observateurs.

Dans les conversations privées, journalistes et hommes politiques continuent à évoquer la possibilité d'un départ précipité du président à vie Jean-Claude Duvalier qui, selon des rumeurs persistantes, pourrait être déposé par la junte militaire.

Le patronat, évoquant le climat de peur et de tension qui règne dans le pays, a demandé hier au gouvernement de faire preuve de tolérance et de modération afin d'élargir le débat démocratique tellement nécessaire à la survie du peuple.

La veille, c'était les Églises protestantes — un million de fidèles pour une population de 5,2 millions d'habitants — se refusant à cautionner toute entreprise visant à priver leurs concitoyens des droits reçus du créateur, qui avaient appelé à une solution pacifique et négociée de la crise.

L'Église catholique, pour sa part, très puissante en Haïti, et constamment accusée par les milieux gouvernementaux d'être à l'origine des troubles, avait publié, lundi dernier,

un communiqué pour démentir ces rumeurs. Dans ce document, la Conférence épiscopale affirmait que les jeunes avaient déjà assumé leurs responsabilités en exprimant leurs légitimes aspirations et les justes revendications du peuple haïtien et qu'il convenait désormais aux autres catégories de prendre les leurs.

Nous réaffirmons notre option pour les pauvres et les jeunes en leur disant: « nous comptons sur vous, vous pouvez compter sur nous », concluait le texte de l'épiscopat haïtien.

De son côté, le gouvernement semble vouloir adopter un profil bas. Dans les rues des villes, l'armée et la milice (tontons macoutes), chargées par le régime de réprimer tout acte illégal sur le territoire national, étaient particulièrement discrètes. La moindre provocation de leur part — ils le savent — pourrait provoquer l'émeute. À Port-au-Prince, aux Gonaïves ou à Petit-Goave (à 60 kilomètres au sud de la capitale), on ne notait aucune présence militaire armée particulièrement. Les soldats en état d'alerte demeureraient cantonnés dans les casernes.

Parallèlement, le président Duvalier multipliait les démarches pour tenter de désamorcer la crise. Il a rencontré les évêques dimanche et a également demandé au chef d'état-major des armées de lui renouveler sa confiance. Comme pour couper court aux rumeurs de putsch militaire.

En tout état de cause, le gouvernement devra prochainement affronter l'échéance qui constituera pour lui un véritable test politique: la réouverture des écoles et des universités. Le président, à l'évidence, ne prendra ce risque qu'en étant assuré que les lycéens et les étudiants accepteront de reprendre le chemin des classes. Pour l'heure, ce ne semble pas être le cas.

Mais pour l'instant, les gens d'affaires sont troublés par ce qu'ils ont qualifié hier de « climat de tension et de peur ».

Dans son intervention, hier, l'organisation patronale exprime son « grand chagrin » que les interventions des forces de l'ordre aient débouchées sur la mort de quatre personnes le mois dernier.

L'ADII souligne aussi que la presse étrangère se sert des événements de ces derniers mois pour mener « une fois de plus une campagne massive qui affecte les investissements en Haïti ».

La crainte des firmes économiques étrangères, dont certaines ont déjà pris la décision de surseoir à leurs opérations en Haïti, menacent l'existence de 60,000 emplois dont dépendent plus de 300,000 personnes à Port-au-Prince, selon l'ADII.

Enfin, hier, l'organe officiel du gouvernement cubain, *Granma*, a estimé hier que le régime haïtien fait face à la plus grave crise de son histoire.

## ◆ Petro-Canada

nel, de la recherche et de la division stratégique du marketing. Ces différents services supervisaient les activités de raffinage et de vente au détail des produits fabriqués par les raffineries de Montréal, Oakville (Ont.), de Taylor et de Port Moody (B.C.).

Selon l'enquête réalisée en rapport avec cette affaire, la décision de fermer le siège social de *Produits Petro-Canada* aurait reçu l'aval de la ministre canadienne de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Mme Pat Carney. Mme Carney, députée de Colombie-Britannique, est un des membres les plus influents du caucus des ministériels de l'Ouest canadien. Hier, à la Chambre des communes, elle défendait devant l'Opposition la décision d'Ultrapar de fermer la raffinerie de Gulf, acquise par Petro-Canada le 1er octobre.

L'acquisition des actifs de Gulf dans l'Ouest du pays par Petro-Canada a un lien direct avec le déménagement du siège social de *Produits Petro-Canada* à Calgary. Lien qu'il a d'ailleurs évoqué hier en entrevue le porte-parole de la société de la Couronne en déclarant: « Dans le passé, il n'y avait pas de raison pour que la compagnie (*Produits Petro-Canada*) déménage son siège social à Calgary. Mais maintenant qu'elle compte 1,500 stations services dans l'Ouest, soit autant qu'en Ontario, la compagnie fonctionnera bien mieux », a déclaré M. Hunter.

Petro-Canada possédait avant l'acquisition des actifs de Gulf dans l'Ouest du pays quelque 850 stations-services au Québec et environ 1,500 en Ontario. Dans l'Ouest, elle n'en possédait que 400 sur un grand total de plus de 2,400.

## 14 janvier

par la PC et l'AP

1985: un accident de chemin de fer fait 400 morts en Ethiopie.

1983: le président Ronald Reagan s'engage à poursuivre les négociations avec l'URSS « tant qu'il y aura la moindre chance de parvenir à une réduction des armements ».

1973: Mme Golda Meir, chef du gouvernement israélien, se rend à Rome pour rencontrer le pape Paul VI.

1963: le général de Gaulle s'oppose à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun et refuse d'autoriser le stationnement en France des fusées *Polaris* américaines.

1953: le maréchal Tito est élu président de la République yougoslave.

1914: la première chaîne de montage entre en service aux usines automobiles Ford.

1907: un tremblement de terre à la Jamaïque détruit Kingston et fait 1,000 morts.

1784: les États-Unis ratifient le traité de paix avec l'Angleterre qui met officiellement fin à la guerre d'Indépendance américaine.

# Une mission commerciale belge ira bientôt en Libye

BRUXELLES (AFP) — Une mission commerciale belge, comprenant quatorze représentants de grandes entreprises et banques, se rendra prochainement en Libye à l'initiative de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise-arabe, a-t-on appris hier à Bruxelles.

Un porte-parole de la Chambre de commerce s'est toutefois refusé à préciser la date exacte du départ de cette délégation se bornant à indiquer qu'un communiqué officiel serait diffusé aujourd'hui.

Pour sa part, le ministre belge du Commerce extérieur a souligné que l'organisation de cette mission était une initiative strictement privée et qu'elle n'avait dès lors pas de caractère officiel. Celle-ci, rappelle-t-on, intervient alors que l'Europe étudie la décision américaine de boycotage économique de la Libye.

Initialement, cette mission devait comprendre 16 représentants d'importantes entreprises et institutions bancaires belges. Mais les sociétés Mobil et Electricité industrielle belge se sont désistées.

La Libye est le 49e client de la Belgique dans le monde et le 8e pour l'Afrique.

Fin 1984, la Belgique était partie prenante d'un consortium européen devant construire une centrale nucléaire en Libye, projet qui a été abandonné à la suite de vives réactions de l'administration américaine. Pendant ce temps à Washington, le sous-secrétaire d'État, M. John

Whitehead, s'apprêtait à partir visiter plusieurs pays alliés, dans l'espoir de vaincre leur résistance à appuyer les sanctions du président, M. Ronald Reagan, contre la Libye.

Jusqu'ici, deux seuls pays, le Canada et l'Italie, ont pris des mesures concrètes visant à punir la Libye pour l'aide fournie à des groupes terroristes.

En commençant sa tournée par Ottawa, demain, M. Whitehead a dit espérer que les autres pays suivront l'exemple du Canada. Il visitera notamment Bonn, Paris, Ankara, Rome, La Haye, Athènes, Bruxelles et Londres.

À Ottawa, M. Whitehead doit avoir des entretiens avec le premier ministre, M. Brian Mulroney, et le ministre des Affaires étrangères, M. Joe Clark.

Les États-Unis ont coupé tous leurs liens économiques avec la Libye et ordonné aux quelque 1,000 Américains qui se trouvent dans ce pays de revenir immédiatement dans leur pays.

Le Canada, lui, a retiré toute assistance aux compagnies faisant des affaires avec la Libye.

Le premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Margaret Thatcher, qui est habituellement une fervente partisane du président Reagan, a cette fois-ci fait savoir qu'elle n'avait aucune confiance dans les sanctions économiques et qu'elle refusait de les appliquer.

Calgary l'équipe montréalaise de *Produits Petro-Canada*, M. Hunter a déclaré « qu'elle est actuellement occupée à 70%, ce qui laisse suffisamment de place » pour reloger le siège social montréalais.

Ce déménagement touchera aussi quelques postes à Toronto, dont celui de l'ex-président, M. Bill West.

Montréal, centre canadien de la pétrochimie il y a une décennie, ne compte plus que deux raffineries sur les six des premières années. Esso, Texaco, BP et Gulf y ont fermé leurs installations de raffinage et les deux raffineries encore en place, Shell et Petro-Canada, ont démantelé leurs sièges sociaux respectifs vers Toronto et Calgary, il y a quelques années.

Les appels logés hier aux bureaux du ministre responsable du Comité ministériel de relance de Montréal, M. Robert de Cotret, et du ministre de la Consommation et des Corporations, M. Michel Côté, n'ont pas obtenu de réponse.

## FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC

17e CONGRÈS ANNUEL  
THÈME: LE POUVOIR DES JOURNALISTES  
OUVERT AU GRAND PUBLIC

LES 17, 18, 19 JANVIER  
1986 À L'HÔTEL MÉRIDIEN, MONTRÉAL.

PROGRAMMES:  
Vendredi, 17 janvier: 18 h: inscription

19 h 30: dîner d'ouverture; conférence invitée, PAUL-ANDRÉ COMEAU (le nouveau rédacteur en chef du DEVOIR nous livre le fruit de ses réflexions après avoir été pendant 15 ans à l'étranger le témoin de grands événements qui ont agité et agitent encore la planète. ICI PAUL-ANDRÉ COMEAU... À MONTRÉAL).

22 h 30: remise du prix « La Couille d'or » par le magazine CROC.

Samedi, 18 janvier: Ateliers sur le pouvoir des journalistes: faits divers et justice, économie et relations de travail, sports, politique.

Congrès plus, conférences spéciales: Florian SAUVAGEAU, coprésident du groupe de travail Caplan-Sauvegeau, Larry HEINZ-ZERLING, directeur du service international, Associated Press et Jean-Louis ROY, directeur, LE DEVOIR

Vin d'honneur à l'occasion du 75e anniversaire du DEVOIR

Remise du prix Jules Fournier

Dimanche, 19 janvier: Assemblée générale de la FPJQ

Coûts: Inscription: observateurs \$ 35 — étudiants (sur présentation de la carte) \$ 10

Dîner d'ouverture: \$ 25 (sur réservation et payable à l'avance seulement, date limite, le 14 janvier).

Renseignements: Fédération professionnelle des journalistes du Québec, 1212 rue Panet, Montréal H2L 2V7. Tél.: (514) 522-6142.

# AUJOURD'HUI

Les mardis 14, 21 et 28 janvier, de 19 h 30 à 22 h, au collège André-Grasset (1001, boulevard Crémazie est, métro Crémazie), le professeur René Chagnon, de l'Université du Québec à Montréal, donnera trois conférences sur « la déprogrammation ». Ce cours est organisé par le Centre d'information sur les nouvelles religions. 382-9641.

De 19 h 30 à 21 h 30, au grand séminaire de Montréal (2085, rue Sherbrooke ouest), débute une série de 24 cours consacrés à l'initiation à la lecture de la Bible: le Nouveau Testament. Organisés par le Centre biblique, ces cours sont donnés, à raison de deux par soir, par M. Marie-Georges Bulteau, p.s.s. 931-7311, poste 295.

De 19 h 30 à 22 h, à l'église du Très-Saint-Sacrement (800, rue Provost, à Lachine), le Service de pastorale liturgique de Montréal organise une session de préparation au Carême comprenant des explications et des suggestions sur la thématique, la musique, le chant, les aménagements visuels et la gestuelle liturgique. 931-7311, poste 258.

Conférence sur le sida à l'Université de Montréal: « Mise à jour des connaissances et prévention », par le Dr Jean Robert, du Comité Sida-Québec, à midi, à la salle P-310 du pavillon principal.

Les Ateliers d'éducation populaire de Mercier offrent toute une gamme de cours. La session débute le 20 janvier et se poursuit durant 12 semaines. On peut s'inscrire ce mardi de 19 h à 21 h et ce mercredi de 14 h à 16 h, au 350, rue Boucher, angle Drolet. 271-4084.

Première d'une série de six rencontres avec le père Jean Langlois, s.j. « Teilhard et les enfants du Verseau, ou le sens de la vie dans un monde laïcisé ». Ce soir: « Qu'est-ce que les enfants du Verseau? » Rendez-vous à la salle du Gesù (1200, rue de Bleury). 866-2305.

Le défilé « Moments spéciaux Craven A, collections printemps-été 86 » sera présenté à Montréal. Les bénéfices de cette présentation sont destinés aux Grands Ballets canadiens. Le déjeuner et le défilé de mode auront lieu dans la salle de bal du centre Sheraton, à midi. 849-8881.

À compter de ce mardi, de 18 h 45 à 21 h 30, il est possible de suivre des cours selon la méthode de relaxation Jacobson ainsi que le programme « Combattre les effets nuisibles du stress et de l'angoisse », en un seul programme de 20 heures. 527-3523. La Société est située au 1826, rue Sherbrooke est. 527-3523.

Club-Ami (l'entraide par et pour les personnes ayant vécu des difficultés émotionnelles) organise plusieurs activités: ce mardi, lunch-rencontre à midi 30; ce mercredi, tournée de galeries d'art à midi 30, etc. Pour informations: 341-1440-en.

tre 13 h et 21 h. Rendez-vous au 3737, rue Van-Horne.

Les personnes handicapées se retrouvent de plus en plus nombreuses dans le milieu du travail et des études. Pour les aider davantage, Le Goéland publie un *Catalogue d'aides techniques*. 334-0794.

Le corps a le potentiel de s'auto-guérir. Francine Bergeron, animatrice en auto-guérison, vous invite à une soirée d'information gratuite, à 19 h 30 au 1321, boulevard Saint-Joseph est.

Le Théâtre du Quartier offre des ateliers de théâtre: écriture théâtrale, techniques du théâtre de l'opprimé, initiation à l'improvisation, improvisation. 845-3338.

Le CLSC du Centre-Ville organise une rencontre d'information sur l'épuisement professionnel (« burn-out ») pour les personnes impliquées dans une relation d'aide au niveau de leur travail. Rendez-vous de 17 h à 19 h au CLSC du Centre-Ville (1199, rue de Bleury). 866-5761, poste 140.

L'Association québécoise des parents et amis du malade mental invite les personnes intéressées à sa réunion mensuelle d'échanges, d'aide mutuelle et d'information. Rendez-vous à 20 h au pavillon Mailloux de l'hôpital Notre-Dame. 524-7131.

Le Centre de santé des femmes vous convie à une rencontre sur la contraception douce. Rendez-vous à 19 h au Centre de santé des femmes (16, boulevard Saint-Joseph est). 842-8903.

Le Centre de yoga prénatal et familial présente une conférence sur le thème « Le yoga prénatal, une alternative douce et efficace pour vivre sa grossesse et accueillir l'enfant ». Entrée libre. Rendez-vous à 19 h 30 au 1212, rue Panet, salle 106. 523-2036 ou 387-3456.

La nouvelle session des cours du Centre de la pensée débute à la mi-janvier avec des cours de cosmogonie, tarot humaniste, lignes de la main, techniques de contrôle du mental, les rêves et plusieurs autres nouveautés. 849-8749 ou 849-8974.

Le Forum des citoyens âgés de Montréal vous invite à un café-forum qui sera ouvert à compter de ce mardi, et tous les mardis et jeudis de midi à 16 h, au 1800, boulevard Dorchester ouest, bureau 417. 937-7401.

Dans la maladie, il faut conserver un bon moral. C'est ce que la psychologue Lise Hamel, attachée au centre d'oncologie de l'Hôtel-Dieu de Montréal, fera ressortir lors d'une conférence, ce mardi à 19 h 30, à l'auditorium du pavillon Jeanne-Mance (3840, rue Saint-Urbain). 672-8458.

# MES YEUX? MES YEUX?

## J'Y VOIS...

La cécité ca regarde tout le monde

L'Institut canadien pour les aveugles

INCA